



Poulin Retout & Associés

Hubert POULIN
Jean-Paul RETOUT

ASSOCIATION LA SALLE À MANGER

Siège social : 4 place Carpeaux 92800 PUTEAUX

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris - Ile de France et membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris

160, rue Montmartre - 75002 PARIS - Tél. : 01 55 80 70 20 - Fax : 01 55 80 70 29

Bureau secondaire : 53, boulevard Victor-Hugo - 78300 POISSY - Tél. : 01 39 79 05 77 - Fax : 01 39 79 04 99

contact@poulinretout.fr - www.retout.fr

S.A.R.L. au capital de 516.000 Euros - R.C.S. Paris B 454 008 996 - Code A.P.E. 6920 Z - T.V.A. FR45454008996

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association LA SALLE À MANGER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA SALLE À MANGER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 mars 2025

Le Commissaire aux comptes

POULIN RETOUT & ASSOCIES



Hubert POULIN

Associé - Commissaire aux comptes

BILAN

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	86 466	48 124	38 342	40 461	- 2 119
Autres immobilisations corporelles	25 706	13 006	12 700	10 838	1 862
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (I)	112 172	61 131	51 042	51 299	- 257
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements	4 736		4 736	2 319	2 417
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés				187	- 187
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	10 000		10 000	12 000	- 2 000
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	219 415		219 415	234 634	- 15 219
Charges constatées d'avance	11 156		11 156	3 100	8 056
TOTAL (II)	245 307		245 307	252 240	- 6 933
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	357 479	61 131	296 348	303 539	- 7 191

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	92 187	72 113	20 074
. Résultat de l'exercice	29 670	20 074	9 596
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	45 020	42 477	2 543
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	166 878	134 664	32 214
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources		41 304	- 41 304
TOTAL (III)		41 304	- 41 304
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	62 134	68 435	- 6 301
Autres	67 336	59 136	8 200
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	129 471	127 571	1 900
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	296 348	303 539	- 7 191
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens	120 254		120 254	105 854	13,60
Production vendue services	2 493		2 493	4 526	-44,92
Montants nets produits d'expl.	122 746		122 746	110 380	11,20
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			338 734	340 669	- 1 935
Cotisations					
Autres produits			121 150	91 506	29 644
Reprise de provisions					
Transfert de charges			1 934	3 881	- 1 947
Sous-total des autres produits d'exploitation			483 099	453 889	29 210
Total des produits d'exploitation (I)			605 845	564 269	7,37
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés				234	- 234
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)				234	- 234
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion			2 822	2 661	161
Sur opérations en capital			17 479	15 451	2 028
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (IV)			20 301	18 111	2 190
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			626 146	582 614	43 532
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			21 281	17 835	3 446
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					
TOTAL GENERAL			626 146	582 614	43 532

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	81 212	76 100	5 112	6,72
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements	-2 417	2 146	- 4 563	-212,63
Autres achats non stockés	28 359	28 002	357	1,27
Services extérieurs	41 544	36 669	4 875	13,29
Autres services extérieurs	62 330	54 160	8 170	15,08
Impôts, taxes et versements assimilés	5 814	5 463	351	6,43
Salaires et traitements	288 218	273 584	14 634	5,35
Charges sociales	69 687	66 452	3 235	4,87
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	20 279	18 251	2 028	11,11
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges	1 074	889	185	20,81
Total des charges d'exploitation (I)	596 098	561 716	34 382	6,12
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	377	824	- 447	-54,25
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	377	824	- 447	-54,25
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	596 475	562 540	33 935	6,03
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	29 670	20 074	9 596	47,80
TOTAL GENERAL	626 146	582 614	43 532	7,47
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat	54 800	50 300	4 500	8,95
. Prestations en nature	25 711	17 679	8 032	45,43
. Dons en nature	9 442	7 368	2 074	28,15
Total	89 953	75 347	14 606	19,38
Charges				
. Secours en nature	25 711	17 679	8 032	45,43
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations	9 442	7 368	2 074	28,15

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
. Personnel bénévole	54 800	50 300	4 500	8,95
Total	89 953	75 347	14 606	19,38

ANNEXE

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 296 348,33 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 29 670,13 Euros.

La Salle à Manger, la Défense est un restaurant solidaire et écoresponsable situé à Paris La Défense. Du lundi au vendredi, à l'heure du déjeuner, elle propose des repas accessibles aux personnes en précarité tout en accueillant les salariés et habitants du quartier, favorisant ainsi la mixité sociale. L'établissement lutte contre le gaspillage alimentaire en utilisant des invendus pour préparer ses menus quotidiens. Également « atelier chantier d'insertion » (ACI), La Salle à Manger offre un emploi, une formation et un accompagnement à des personnes éloignées du marché du travail.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

La Salle à Manger n'a pas enregistré d'immobilisations incorporelles au bilan

Dans les cas où la valeur actuelle (valeur la plus élevée entre la valeur d'usage et la valeur vénale) des immobilisations devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée, ramenant la valeur nette comptable à la valeur actuelle.

Lorsqu'une dépréciation est enregistrée, la base amortissable de l'élément déprécié est modifiée ainsi que son plan d'amortissement. Le plan d'amortissement est susceptible d'être à nouveau modifié si l'actif recouvre ultérieurement de sa valeur.

Les immobilisations détenues par la société ne se prêtent pas à l'éclatement par composants en raison de leur faible complexité.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Installation, Agencements/Constructions	10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	03 ans
Mobilier	05 ans

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-04 du 30 juin II vient compléter le règlement N°2018-06. Un arrêté du 13 décembre a homologué ce texte, pris en application de la loi confortant le respect des principes de la République (loi CRPR du 24 août 2021).

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	92 150	20 022		112 172
Immobilisations financières				
TOTAL	92 150	20 022		112 172

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	31 561	16 563		48 124
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 267	1 012		2 279
Matériel de transport	1 165	549		1 714
Matériel de bureau et informatique	6 858	2 155		9 013
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	40 851	20 279		61 130
TOTAL GENERAL (I+II)	40 851	20 279		61 130

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements	2 319	2 417		4 736
Production en cours				
Travaux en cours Autres produits en cours				
TOTAL	2 319	2 417		4 736

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	10 000	10 000	
Charges constatées d'avance	11 156	11 156	
TOTAL	21 156	21 156	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	10 000
Autres produits à recevoir	
TOTAL	10 000

Annexes Associations 2024 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	72 113	20 074			92 187
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	20 074	-20 074	29 670		29 670
Dont générosité du public					
Situation nette	92 187		29 670		121 857
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	42 477		20 022	17 479	45 020
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	134 664		20 022	17 479	166 878
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	62 134	62 134		
Dettes fiscales et sociales	32 853	32 852		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	34 484	34 484		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	129 471	129 471		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	1 752
Dettes fiscales et sociales	15 437
Autres dettes	
TOTAL	17 189

Annexes (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Commentaires :

La convention HANDICAPES : ETABLISSEMENT ET SERVICES ; MEDECINS SPECIALISES prévoit une indemnité de départ à la retraite spécifique à partir de 10 ans d'ancienneté. Le montant des droits futurs postérieurs à 2017, qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite et d'une répartition de 100% de départs volontaires.

Effectif moyen

L'équipe salariée de La Salle à Manger, La Défense est composée comme suit :

- 1 Directeur (prêt de main d'œuvre à but non lucratif)
- 1 Responsable Finances & Développement (prêt de main d'œuvre à but non lucratif)
- 1 Directrice d'exploitation
- 1 Conseillère en Insertion Professionnelle
- 1 Chef de cuisine – Encadrant Technique
- 1 Chef-Adjoint (« Second »)
- 1 agent polyvalent
- 8 postes d'agents polyvalents de restauration en insertion

L'effectif sur l'année 2024 s'élève à 10,08 ETP.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 2 448 Euros TTC.

Note sur l'activité

Effectifs :

- Vacance du poste de Chef-Adjoint (« Second ») pendant environ 6 mois
- Augmentation du nombre d'ETP en insertion de 6% (passage de 7 postes à 8 et augmentation du temps de travail selon profil)

Installations :

- Installation d'une laverie pour les tenues de travail, de chauffages et renouvellement de quelques équipements de cuisine